

<http://quelquesuns-amisdesgiletsjaunes.fr/spip.php?article1>



Nous sommes Quelques-uns

- Rubrique cachée -

Date de mise en ligne : dimanche 21 février 2021

Copyright © Quelquesuns-amis desgiletsjaunes - Tous droits réservés

Quel est le « en commun » que ce « nous » désigne ? Il ne relève d'aucun programme, ni doctrine, ni mot d'ordre. D'aucun mot d'ailleurs, convenu ou obligé. Plutôt le partage d'une longue expérience et d'une préoccupation pour notre contemporain.

Ce que nous avons fait .

Des années 1970 à aujourd'hui : travailler à une réelle capacité du côté des gens.

Dans les années post-68, période des projets révolutionnaires inspirés de la tentative maoïste de bilan de l'échec du marxisme-léninisme en URSS, nous proposons de fonder un parti dont la construction serait remise, comme nous le disions, « aux mains des masses ».

A la clôture de cette séquence nous avons proposé, en 1984, l'édification d'une « Organisation politique », qui ne soit pas un parti, et qui se construise à distance de l'Etat et de tout projet ou toute logique de pouvoir.

Jusqu'à ce que nous en venions à poser que le mot « politique » lui-même n'est plus aujourd'hui un mot libre, dont les gens puissent encore se saisir pour manifester leur volonté propre de penser et d'agir, mais qu'il n'est plus qu'un outil au seul service des pensées, des pratiques et des intrigues internes aux partis et à l'Etat et à sa brutalité actuelle.

Si ces expériences restent pour beaucoup objet de curiosité et d'intérêt, et méritent effectivement d'être connues et réfléchies, c'est parce qu'un même principe les a animées. Ce principe, qui est aujourd'hui encore le nôtre, consiste à se fixer pour objectif l'existence d'une capacité revendiquée des gens eux-mêmes à formuler, faire valoir et manifester leur dignité et leur exigence que chacun soit respecté et compté pour ce qu'il est.

C'est ainsi que nous avons, au long des années, contribué à faire vivre , des Comités pour la vérité sur le remembrement en Bretagne, des Noyaux ouvriers d'usine, des Comités anti-capitalistes dans les quartiers, des Comités pour la paix civile et l'entente entre les familles dans les cités, les Collectifs d'ouvriers sans-papiers dans les foyers, des assemblées pour la Journée d'amitié avec les étrangers (22 mars 2007) ... C'est ainsi que des collectifs ont suivi et accompagné de façon précise et prolongée la situation portugaise de 1974 à 1979, et celle de la Pologne de 1980 à 1983.

Tout cela a eu lieu, et c'est important que cela ait eu lieu.

A chaque fois en effet des gens de partout dans ce pays se sont emparé, ensemble, de situations particulières, mais aussi de la situation générale du pays, comme de celle de leur temps. Chacune de ces expériences a libéré et renouvelé la pensée, les énoncés, les propositions et les pratiques. Si nous en revendiquons la fidélité, ce n'est pas parce que nous y avons consacré tant d'effort. La question est bien plus profonde et constitue sans doute l'objet d'un débat majeur d'aujourd'hui : comment être contemporain et ne pas manquer à notre temps ?

Peu de choses de ces expériences sont disponibles à qui veut s'engager dans les situations d'aujourd'hui. Plus que jamais l'Etat s'efforce d'imposer son offensive présente comme seul objet de pensée et de référence et ainsi le silence quant à la mobilisation réelle des gens, à l'intelligence de leurs initiatives cumulées. Aucune incantation ni posture radicale, aucun signifiant fétiche, ne peuvent rendre compte de ce qui s'est passé du côté des gens, de leur intelligence et de leur courage, et encore moins s'y substituer.

Qui peut prétendre aujourd'hui tracer une voie sans s'interroger sur ces engagements, sans chercher ce que le bilan de l'expérience réelle demande et permet, une fois encore, d'inventer ? C'est ce travail que nous proposons de faire ensemble.

Ce que nous avons appris.

Sur l'Etat et sur la politique : apprendre à se séparer des mots qui ne parlent que de pouvoir et d'Etat.

Il faut prendre la mesure des temps actuels concernant l'Etat, et l'identifier à partir de ce qu'il fait. On ne peut se contenter de dénoncer Sarkozy et le gouvernement. Nous parlons aujourd'hui d' « Etat séparé ». Cela signifie que

L'Etat revendique aujourd'hui le refus de tout principe relevant d'un intérêt général, du respect des gens, de leur dignité et de leur vie. Il n'y a plus désormais de lois valant pour tous : elles sont des lois de statut spécial. On le voit clairement dans le cas du CESEDA, des lois LOPSI, comme dans le fait, par exemple, que l'obtention d'un titre de séjour dépend de l'arbitraire des préfetures. Non seulement l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement et l'ensemble de l'appareil d'Etat, choisit d'abandonner les gens sur toutes les questions importantes de leur vie : le travail, l'école, la santé, le logement..., mais il mène la guerre à des catégories entières de la population (les personnes étrangères, et particulièrement les sans-papiers, les jeunes des cités ...). La seule valeur dont l'Etat se réclame aujourd'hui, c'est celle de sa propre autorité, incarnée par la police, et la violence qui lui est officiellement et publiquement permise. La police est le modèle, la norme que l'Etat cherche à imposer à l'école, dans les services sociaux, ou de santé, et finalement dans les rapports des gens entre eux et à eux-mêmes.

La concurrence électorale des partis et de leurs relais syndicaux n'est qu'une bataille sans fin pour prendre les commandes de ce pouvoir et l'exercer, c'est-à-dire, nécessairement, pour en adopter les idées et les pratiques. Et les échéances électorales proposent aux gens, avec le vote, d'accompagner les partis dans cette voie. Campagne après campagne, l'ensemble des forces d'Etat travaillent à imposer l'idée que les gens ne peuvent vivre selon un autre principe que le sien : le mépris, l'arrogance, l'abandon, la violence, le principe selon lequel pour que les uns aient des droits il faut que d'autres n'en aient pas.

Quelle est la question qui se pose à qui veut s'orienter dans cette situation selon un autre principe ?

Le mot « politique » est un mot de l'Etat et de ses partis, un mot de l'opposition interne à l'Etat, qui fait obstacle à la volonté et à la capacité des gens.

Il ne s'agit pas de compter combien seront ceux qui s'indigneront de la violence étatique actuelle et la dénonceront. Il ne s'agit pas d'attendre le sujet social, l' « opposition », plus ou moins radicale, qu'il faudrait rallier et suivre : les pauvres, les jeunes, le peuple, les « mouvements », les réseaux, le Sud etc ... Ces propositions consistent toutes à chercher désespérément une force qui se prétende capable d'intervenir sur et dans l'Etat, pour s'en remettre à elle et s'y soumettre, en se dispensant ainsi d'avoir à se prononcer soi-même.

Ce que nous avons appris, c'est que la vraie question est celle de savoir ce que chacun pense, et dit, choisit et décide, quant à lui : ce que chacun veut lui-même mettre en discussion et faire valoir comme principe qui ne soit pas interne à l'exercice du pouvoir, à ses propositions de corruption, de renoncement, et de ralliement à ses logiques d'ordre et d'intérêt. On peut choisir de se prononcer, de se conduire et d'intervenir soi-même selon une autre voie, sans se rapporter, se mesurer et finalement se soumettre à aucune condition ni aucune « force » qui viendrait faire écran et s'imposer entre les gens et eux-mêmes, entre chacun et chacun. Nous tirons de notre expérience une confiance suffisante dans la possibilité de tracer cette autre voie, pour appeler à la partager.

Ce que nous faisons : la pratique des réunions

Dans quelques villes, nous nous saisissons de situations particulières, en nous réunissant avec ceux qui les vivent, et partageons avec eux le choix, la volonté de penser et d'agir selon le principe que chacun soit ici compté et respecté.

A chaque réunion des gens différents, quant à leur age, leur profession, leur nationalité, leurs itinéraires et leurs expériences, se déplacent pour s'engager réellement, c'est-à-dire personnellement, dans un travail commun, sur des perspectives communes. Tous ceux qui sont présents revendiquent ce travail commun comme la construction d'un autre lieu que celui de la volonté étatique de séparation, de mépris et de violence, un lieu différent de toutes les pratiques où l'on reste entre soi, y compris sous la forme du « soutien » des uns aux autres ...

Dans ces réunions nous mettons tout en partage : l'ordre du jour, les propositions, les textes, les décisions. Rien n'est décidé ailleurs ou à l'avance. La réunion est ce que chacun veut en faire. C'est elle qui décidera de ses objectifs, de son rythme, de sa façon de procéder, du travail qu'elle engage, des réunions qui suivront.

Ainsi la réunion est un moment d'intelligence collective en acte, où chacun parle en son nom et où chacun est écouté et respecté : elle est en elle-même un objectif, une liberté, une capacité conquise. Comme le dit un ami, à propos de grandes assemblées qui se tiennent actuellement pour imposer la sauvegarde et la reconstruction de foyers d'ouvriers africains, face à des projets municipaux de déménagement : « les réunions existent parce qu'on les veut ».

Et l'expérience prouve que la confiance qui se construit ainsi peut peser dans les situations réelles, faire reculer l'offensive étatique sur des points importants.

Nous pouvons aussi témoigner du fait que ce travail permet la construction et le développement d'une pensée libre, capable de se saisir réellement des situations faites aux gens, d'y intervenir et d'y faire face. C'est un point d'une grande importance, sur lequel nous appelons aussi à ouvrir et tenir un débat public dans ce pays.

Le champ des commentaires et des discours ne peut prétendre se substituer à l'intelligence et au courage de ceux qui s'efforcent de tracer ensemble une voie de respect, d'amitié. Ceux-là même témoignent d'une vraie considération pour tous ceux à qui ils s'adressent, pour ce qu'ils pensent, disent et font, et refusent toute considération pour ceux qui regardent du côté du pouvoir, des médias et de la notoriété. Les mots et les discours, même les plus radicaux, ne sont par eux-mêmes ni libres ni libérateurs. La pensée se libère de l'intérieur de ce patient travail d'intervention commune, et de réunion : notre expérience et l'histoire des propositions que nous n'avons cessé de renouveler en témoignent.

La preuve en est que nous osons dire, aujourd'hui, que les réunions auxquelles nous travaillons manifestent une telle liberté et une telle confiance que nous voulons, pour les revendiquer et en parler, un autre nom que celui de « politique », désormais attaché aux seuls mauvais coups du pouvoir d'Etat et de ceux qui s'y intéressent, à la corruption et aux mensonges.

Ainsi la question même du développement d'une pensée juste et vraie peut et doit sans doute être posée et traitée sous le signe de ces expériences, et selon des voies renouvelées.

Ce que nous proposons

La dureté du moment ne nous fait pas renoncer. Fidèles à notre méthode, nous proposons, une fois encore, de mettre en partage et en débat le travail fait, des propositions pour les temps qui viennent, et les idées de tous et de tous ordres. Parler de ce qui existe et de tous les possibles. Décider ensemble de la façon de poursuivre ce débat, et des suites à lui donner.

Nous le savons aussi, ce qui se construit ainsi à distance de la puissance étatique reste fragile, exposé, parce que cela échappe à la durée et à la dureté du pouvoir, celle de sa langue, de ses outils, de ses appareils et de ses multiples relais.

C'est que nous revendiquons réellement, sincèrement, la volonté de travailler sous le signe de la capacité à inventer et réinventer, à quelques uns.

A. Authenac, J.P. Baudement, F.Croset, S. Lazarus, J.Lemière, E. Maquin, Y.Mouton, C.Nioche, D.Toussaint.